Cinquante-deuxième année. — N° 106

JEUDI 4 DÉCEMBRE 1947

Rédaction : André Prunier, 19, rue du Croissant, Paris (2e). Tél. GUT. 86-80.

Administration : Robert Joulin, 145, quai de Valmy, Paris (10e). C.C.P. 5561-76

« Le Libertaire » fut fondé en 1895 par Louise Michel et Sébastien Faure

Le numéro : 6 francs

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

A BAS TOUTES LES LOIS SCÉLÉRATES !

SORTIR DE LA CONFUSION

OU EN SOMMES-NOUS ?

BON nombre de militants ouvriers ne savent plus, dans les circonstances actuelles, quel est l'enjeu des luttes et quelles luttes il faut mener. La confusion est extrême : grèves purement revendicatives ici, grèves purement politiques ailleurs ; très souvent, grèves à bases revendicatives, mais lancées dans un but politique.

La question la plus angoissante est celle-ci : « La classe ouvrière retirera-t-elle un profit de ces grèves ? »

Il ne servirait à rien de se faire des illusions et de les propager. Ce serait néfaste même, car le réveil promettrait d'être désagréable.

Il faut tout d'abord avoir le courage d'affirmer bien haut ce que tout le monde pense : le mouvement actuel a été mal engagé, au mauvais moment, sur des bases imprécises. La plupart des grèves se sont déclarées séparément.

Et nous ajoutons : cela a été voulu par les politiciens du P.C.F., parce qu'il fallait aider Molotov, mais, à aucun prix, créer un élan révolutionnaire.

Les grèves s'étalent plus qu'elles ne s'étendent. Aucune unanimité combative, aucune perspective expropriatrice. La grève des mineurs peut, en arrêtant la production du charbon, immobiliser toute l'industrie, donnant ainsi au conflit une apparence de généralisation. Mais il reste incontestable (et nous devons le dire parce que c'est vrai) que les mouvements actuels ne suscitent aucun enthousiasme.

Où est le magnifique élan de 1936 ? Où sont les espoirs de 1944 ?

Les travailleurs sont entrés dans la grève, certes, avec la volonté de défendre des revendications importantes ; mais ils souffrent et pâtissent sans conviction profonde ; quelquefois simplement par solidarité vague, par discipline à contre-cœur. Seules, quelques entreprises, quelques chantiers où, grâce à nos militants et à ceux des syndicats de la C.N.T., les politiciens ont vu leur influence éliminée — ont manifesté une décision ferme sur le terrain revendicatif et révolutionnaire.

On ne peut pas dire non plus que la population manifeste une hostilité marquée aux grèves, et l'arrêt de la correspondance, des transports, la diminution du débit de l'eau, du gaz, les coupures prolongées de l'électricité n'ont pas même créé de troubles.

Par ailleurs, les lois scélérates de Schuman ont provoqué l'indignation des militants, mais pas encore celle de la foule.

Que se passe-t-il donc ? Les travailleurs ont, au cours des dernières années, acquis un dégoût profond de la cuisine politique. Réaction salutaire et qui prépare une renaissance révolutionnaire, mais à condition que nous soyons présents pour proposer une autre forme de lutte que la lutte politique. Sinon, les masses populaires perdraient foi en elles-mêmes ; elles seraient prises d'une sorte de léthargie, sombreraient dans un fatalisme dangereux.

Le climat serait prêt alors, pour un régime « fort », pour la dictature et les lois antiouvrières, dont les décrets actuellement en discussion donnent un avant-goût.

Le danger est d'autant plus grand que nous allons être, en quelques jours, devant l'échéance : LES GREVES ACTUELLES AURONT COUTE FORT CHER : elles apporteront quelques satisfactions matérielles, mais dans leur for intérieur, les travailleurs ne se sentiront point vainqueurs.

*

LES RESPONSABLES

Le Parti communiste aura perdu une grande partie de son influence, mais le pouvoir en aura profité pour s'affermir, pour augmenter sa puissance policière et son arsenal de lois liberticides.

Il y a eu bien des occasions depuis la « libération » d'engager une lutte totale, efficace, pour la libération totale des travailleurs.

La dernière en date remonte à quelques mois, lorsque la magnifique explosion de force des travailleurs de chez Renault pouvait se transformer en quelques heures en une grève générale enthousiaste. Mais, à l'époque, Messieurs les grands stratèges du P. C. F. veillaient à morceler les grèves, à s'en emparer après avoir bassement insulté les grévistes, puis à les détourner de leur objectif.

Les responsables du découragement, du manque d'allant des masses, ce sont donc les machiavels du P. C. F. qui mobilisaient les syndicats pour des manifestations carnavalesques : hymnes à la production et chars fleuris ! Vous en souvenez-vous, militants communistes, de ces mascarades ? Vos chefs vous faisaient descendre dans la rue pour protester à propos de vitrines brisées, mais laissaient partir les soldats de l'impérialisme pour l'Indochine, Madagascar et l'Afrique du Nord (ils sont cependant maîtres des syndicats de transports !)

Les staliniens ont gaspillé, usé la combattivité ouvrière pour des bêtises, pour rien.

Les responsables, ce sont aussi ces socialistes parlementaires, perpétuels laquais de la bourgeoisie, fossoyeurs des quarante heures, soutiens honteux des guerres coloniales. Et ce sont enfin ces ...istes « minoritaires » se réclamant de « Force Ouvrière » qui, avant de se prêter à l'actuelle scission, avant de briser les grèves par peur des staliniens, ont fait à l'intérieur de la C. G. T. le jeu des Frachon et des Hénaff.

N'est-ce pas vous, les Bothereau, les Bouzanquet, vous l'ignoble Jouhaux (ne parlons pas de Saillant !), qui avez couvert par votre présence et votre silence l'abominable volonté stalinienne de destruction de la capacité révolutionnaire des masses et de toute conscience ouvrière ?

*

NOUS SOMMES DANS LES GREVES

Nous sommes, dans ces grèves, les plus combattifs, car nous voulons dépasser le caractère politicien qu'elles ont pour la plupart à l'origine. Nous voulons leur donner un caractère hautement prolétarien en défendant les cahiers de revendications des syndicats révolutionnaires. Nous voulons dans ces grèves rappeler que l'émancipation totale des prolétaires réclame plus que la grève revendicative : la grève expropriatrice et gestionnaire.

Mais notre devoir de révolutionnaires n'est pas de flatter ou de mentir : dire la vérité, c'est peut-être être impopulaire à un moment ; mais, pour préserver l'avenir, il faut être avec le peuple même quand il se trompe, mais en lui criant qu'il se trompe.

La classe ouvrière est actuellement anémiée et sa volonté est flottante. Ce n'est pas en restant à l'écart que nous lui redonnerons force et courage. C'est pourquoi nous faisons notre effort pour que les grèves actuelles, que nous affirmons mal engagées et mal conduites, soient transformées dans un sens nettement revendicatif et révolutionnaire — seule condition pour qu'elles n'aboutissent pas à un échec.

Et si elles cessent, nous aurons fait notre possible pour que les travailleurs se ressaisissent à la faveur de conditions plus favorables. Dans quelques mois ou quelques semaines peut-être, une véritable grève générale se déclenchera, d'un seul élan cette fois, vers la victoire totale. Le fait aurait pu se produire déjà, il y a quelques mois... si la C. G. T. n'avait pas été présente pour étouffer toute action.

Mais ceux qui se discréditent aujourd'hui en entraînant les travailleurs dans des aventures politiques ou en brisant leurs luttes, ne seront plus écoutés demain lorsqu'il s'agira de refaire les forces ouvrières pour d'autres combats.

C'est dans la mesure où nous aurons été clairvoyants, où nous aurons dénoncé toutes les manœuvres, où nous aurons été dans l'action, mais pour lui donner un caractère révolutionnaire, que nous continuerons à être les artisans de cette renaissance ouvrière qui se manifeste déjà malgré l'éclipse actuelle et qui s'amplifiera à travers les difficiles luttes des mois à venir.

LIB.

Classes 46-47

PAR 408 voix contre 183, l'Assemblée nationale a voté le projet de loi de « Défense de la République » proposé par le Gouvernement Schuman « en vue de défendre les institutions républicaines, de prévenir les actes de sabotage et d'assurer la liberté du travail ».

Ce projet met à la disposition du ministre de l'Intérieur 80.000 jeunes gens rappelés, non dans l'armée mais dans la « police supplétive », dite C.R.S.

Voici donc venue l'époque de la grande peur des gouvernants. Le rappel du premier contingent 47, puis de ces 80.000 jeunes travailleurs, en dit long sur l'état de décomposition du régime, sur l'affolement des ministres.

Nous sommes sûrs du dégoût insurmontable que les jeunes rappelés éprouvent à leur entrée dans des corps de police spécialement chargés de briser les grèves et de matraquer les travailleurs. Le gouvernement croit-il sincèrement à l'efficacité de cette troupe ?

Il ne sait que faire. Il sait qu'il ne pourra résoudre les problèmes financiers qui se posent à lui et que toutes les mesures policières sont inopérantes ; dans quelques semaines, les difficultés n'auront fait que s'accroître.

Aux jeunes travailleurs embrigadés dans les C.R.S. par la volonté conjuguée des députés réactionnaires — gaullistes, M.R.P., S.F.I.O. — nous demandons de se souvenir qu'ils sont les frères des travailleurs contre lesquels on voudra les utiliser.

Nous leur demandons aussi de se souvenir que tous les partis sont responsables de leur mise en esclavage total, y compris le Parti « communiste » dont les provocations imbéciles ont permis à Schuman d'obtenir le vote de nouvelles « lois scélérates ».

Aujourd'hui, des députés nazis poussent l'hypocrisie jusqu'à entonner cet « hymne au 17e » qu'ils avaient oublié lorsqu'ils brisaient les grèves, Thorez étant au pouvoir.

Ils chantent, ils paieront.
Ils chantent :
« Tous ensemble, en levant sur nous
Assassinez la République. »

De quoi se plaignent-ils, puisque, grâce à eux et à Robert Schuman, la Défense de la République est désormais « assurée » ?

Elle est bien gardée, leur démocratie, entre le névropathe Duclos et le ministre Jules Moch !

Travailleurs unissez-vous dans la C. N. T.

Soutenez l'action de la Fédération Anarchiste

« Le premier flic de France » en exercice, Jules Moch, essaie de faire passer sous la responsabilité de Schuman un train de lois anti-ouvrières armant la réaction.

Les anarchistes n'oublieront pas que ces lois auront été l'œuvre des socialistes.

Et quant aux nationaux-communistes, que signifient leurs absurdes comédies parlementaires, leurs chants et leurs occupations de tribune, leurs vociférations hystériques ?

Que n'ont-ils demandé plus tôt l'abrogation des autres lois scélérates, celles de 1894 ?

Ce qui est à relever c'est l'ignoble article 4 des projets Schuman qui prévoit l'emprisonnement de quiconque à l'aide de « menaces, fausses nouvelles, violences, voies de fait, obstruction ou menaces frauduleuses, aura amené, ou maintenu, tenté d'amener ou de maintenir une cessation du travail... »

Le satrape Jules Moch ne se fera pas faute d'appliquer ce texte aussi « largement » que possible, c'est-à-dire en interprétant n'importe quelle invitation comme une menace ou n'importe quelle information incomplète comme une fausse nouvelle. Nous savons comment les chats-fourrés ou les flics interprètent les textes !

Et que deviendra l'application de ce texte lorsque un général au pouvoir n'aura plus même à ménager une opinion publique ?

Nous affirmons que les staliniens eux-mêmes qui ces jours-ci tempêtent contre les textes du gouvernement n'hésiteraient pas à s'en servir s'ils étaient au pouvoir (ils s'en seraient bien servi contre les grévistes de Renault s'ils avaient eu un tel texte à leur disposition).

Ce n'est pas d'un parti que doit venir la protestation, surtout pas d'un parti qui, s'étant incliné devant la Constitution, se contredit lorsqu'il s'oppose à des textes votés en vertu de cette Constitution.

C'est de la conscience populaire et par une protestation constante que nous pourrons obtenir la mise en sommeil ou l'abrogation de ces lois.

Nous avons dans le passé été les seuls, ou presque, à protester contre les lois scélérates.

Il est à penser que cette fois encore, nous serons les premiers dans cette lutte.

La F.A., par une lutte incessante, défendra les victimes de ces lois, que ces victimes soient nos amis ou nos adversaires ; quand ceux qui geulent aujourd'hui seront calmés, nous poursuivrons avec obstination la lutte contre l'arbitraire.

LE TRAQUENARD

LA classe ouvrière vient de se trouver brusquement placée devant une redoutable réalité. La volonté d'un gouvernement de combat décidé à tuer les libertés syndicales, fruit de cent ans de sacrifice.

C'est au moment où la classe ouvrière TOUT ENTIERE sent la nécessité d'un effort continu pour empêcher la dévaluation continuelle des salaires, que le gouvernement Schuman-Pineau-Thomas a pu obtenir d'un parlement consulté (et malgré l'opposition verbale d'une minorité dont l'attitude relève surtout des jeux du cirque) cette loi d'exception qui nous ramène aux périodes noires des LOIS SCELERATES.

Comment cela a-t-il pu être possible ?

Il n'est pas niable que l'appui apporté par les éléments de « Force ouvrière » aux efforts des pouvoirs publics a brisé la cohésion des travailleurs et rendu possible un retour à la vieille politique de répression, qu'on pouvait croire définitivement abolie.

Mais pour que fut possible le coup de Jarnac des vieux renégats réformistes », il a fallu que d'autres facteurs viennent apporter le trouble parmi les ouvriers. Car enfin, les Jouhaux et consorts sont depuis longtemps démasqués ; leur action néfaste est connue : les travailleurs n'ignoraient rien de leurs attaches avec un parti politique qui, depuis trente-trois ans, a servi de valet à l'impérialisme.

C'est un mal profond qui a permis la division ouvrière, la trahison réformiste, la répression réactionnaire : ce mal porte un nom. Et il s'appelle l'INGERENCE POLITIQUE dans les syndicats. Le responsable de ce mal est connu. C'est le parti prétendu « communiste », le parti stalinien.

■

La C. G. T., dont le prestige vient de s'effondrer, porte entièrement la responsabilité de la situation difficile que traverse le monde du travail.

C'est son attitude équivoque, au cours des multiples conflits qui se sont déroulés depuis la « libération », qui est à l'origine de la résistance d'une fraction importante des travailleurs à engager le combat. C'est dans sa servilité écœurante envers la politique extérieure du parti stalinien, qu'il faut trouver les raisons du peu de résonance des ordres de grève générale lancés par la C. G. T. Le parti stalinien aura été le fossoyeur de la C. G. T. Si nous n'y prenons garde, il deviendra, avec l'aide de cette dernière, le fossoyeur du syndicalisme.

Le parti « communiste » a tenté de se servir de son influence sur la classe ouvrière pour appuyer les combinaisons de Molotov à Londres. La classe ouvrière n'a pas voulu marcher : et la réaction, profitant de cette aubaine inespérée pour elle, tente actuellement de se servir de la division des salariés par la politique pour regagner le terrain perdu depuis un demi-siècle et plus. Le virus que nous avions depuis longtemps dénoncé, et qui ronge et désarme le syndicalisme, l'INGERENCE POLITIQUE, nous a conduits dans ce TRAQUENARD.

■

Déjà, les politiciens de la C. G. T. s'apprêtent à maquignonner entre eux, de manière à tirer leur épingle du jeu. Les matadors de la majorité C. G. T. sont bien près de se mettre d'accord sur les 1.500 fr. qui, entre parenthèses, étaient la somme proposée par le gouvernement Ramadier avant les grèves. Ils seront applaudis par leurs adversaires de la veille. La classe ouvrière seule sera battue dans l'affaire. Il ne lui restera, de l'aventure où « ses » politiciens l'ont entraînée, qu'un arsenal de lois nouvelles qui la ligoteront de manière inconnue dans la France du XXe siècle.

Et pourtant, jamais la lutte n'a été plus nécessaire ; jamais les conditions d'existence des travailleurs n'ont été si dures ; jamais les menaces contre les libertés syndicales n'ont été si précises. C'est ce qu'a compris le syndicalisme révolutionnaire. Pour échapper au traquenard où l'ont conduit les politiciens de toute obédience, pour éviter d'être livrés pieds et poings liés à la répression, les travailleurs dans la lutte doivent la continuer. Les autres doivent les rejoindre.

Le moment est venu de débarrasser nos usines de l'hypothèque moscoutaire ; nous ne pourrons faire cela qu'en nous plaçant résolument à la tête de l'action revendicative ; et si nous faisons cela, nous pourrons dresser devant le gouvernement une classe ouvrière UNANIME AU COMBAT.

En dépolitisant les grèves nous réaliserons l'unité du prolétariat, et nous retirerons aux pouvoirs publics l'argument dont ils se servent pour vouloir nous enchaîner.

JOYEUX.

Les Faits et les Jours

[illegible]

DERNIÈRE HEURE

Déraillement sur la ligne d'Arras : on annonce en dernière heure huit morts.

Le sabotage ne nous fait pas peur ; mais l'assassinat nous dégoûte.

Encore, en pleine révolution, peut-on comprendre la nécessité de verser le sang.

Mais l'acte qui vient de se commettre n'est que l'œuvre d'instruments inhumains menés par les agents d'un impérialisme.

Il n'y a qu'un cri pour stigmatiser de tels faits, quels qu'en soient les auteurs : PROVOCATION ! MEURTRE & LACHETE !

La police avec vous

QUELQUES FAITS

SUR mandat du Préfet de Police, les commissaires divisionnaires Pinault et Clot saisissent des éditions de « Ce soir » et de l'« Humanité ».

Lundi soir, les usines de Saint-Denis et de Vitry sont « libérées » par la Police.

***

Mardi, les entrepôts Marcadet et Montmartre ont été l'objet d'assauts répétés de la force armée, qui est restée maîtresse de la situation à quatre heures du matin.

***

A Briey, Homécourt et Longwy, les grévistes ont été l'objet [illegible] de la mobile, bagarres, pas d'arrestations, quelques [illegible] occupées. Etc., etc.

***

Dépôt à la Chambre d'un projet de loi prévoyant l'expulsion immédiate de tout étranger arrêté pour faits de grève.

***

[illegible] accueilli par la police française comme un souverain étranger. On compte sur lui pour quelques révélations concernant d'anciens amis.

***

Selon une loi votée par la Chambre et [illegible] d'anciens [illegible] communistes, les [illegible] et services publics de la police seront [illegible] par un crédit spécial de [illegible] à distribuer sous forme de « primes » au rendement.

***

M. Pierre-Marie Durand, trafiquant français moyen, est remis en liberté moyennant vingt-cinq millions.

***

Décrets Schuman [illegible] les libertés ouvrières. La propagande syndicaliste est traitée comme le fut la propagande anarchiste, lors de la promulgation des lois scélérates.

ON REBRULE DU BLÉ !

LE Gouvernement argentin annonçait le 29-10-47 qu'il s'était trouvé dans l'obligation de brûler des quantités de céréales d'une valeur totale de 25.000 livres sterling. Voici la raison donnée par ce même gouvernement :

« Un boycottage économique qui nous est injustement imposé empêchait l'importation de machines et de matériel de transport. Les ports et les gares maritimes étaient encombrés de grains dont on ne savait que faire. »

La semaine précédente, le Comité d'entr'aide pour l'Enfance de l'O.N.U. avait fait savoir que la moitié des habitants de cette planète était au bord de la famine.

426.000.000 d'enfants (40 %) ont peu de chance de survivre.

(News Chronicle.)

En raison des difficultés d'approvisionnement en papier qui frappent toute la presse, nous sommes dans l'obligation de faire paraître ce numéro sur 2 pages. Nous nous en excusons et espérons reprendre dès la semaine prochaine notre parution sur 4 pages.

LA TRAGEDIE ALLEMANDE

SUIVANT mot pour mot le programme dont nous déterminions les principales étapes dans notre dernier numéro, M. Molotov a demandé, à Londres, la formation immédiate d'un gouvernement central allemand. Ce gouvernement doit être « unitaire et démocratique », a précisé le représentant du Kremlin à Londres. Et, comme il n'existe, présentement, en Allemagne, ni unité, ni démocratie — M. Molotov se charge de les introduire du dehors, sous les espèces de l'état-major militaire-policier von Paulus et Cie, lequel s'entraine depuis trois ans, en territoire moscovite, à des exercices alternés de commandement à la prussienne et d'assouplissement à la russe.

M. Marshall, avec un empressement qui n'a surpris que les naïfs, s'est récrié que personne n'était plus favorablement disposé que lui à voir renaître le Reich allemand sous l'égide d'un gouvernement « unitaire et démocratique ». Et cette réponse du berger à la bergère ne manque pas de confirmer ce que nous annoncions il y a huit jours des intentions américaines : revendiquer l'Allemagne entière comme zone d'influence politique, à placer sous le signe de l'uranium et du dollar.

*

Les négociations de paix avec le futur gouvernement allemand se dérouleront, dit la presse, « sous le signe des accords pris à Yalta et à Potsdam ». Et l'on précise qu'un traité en bonne forme, que les plénipotentiaires du IVe Reich seront appelés à « discuter » — déterminera les clauses territoriales (frontières), les clauses politico-diplomatiques (orientation du nouvel Etat), les clauses économiques (investissements et réparations) et les clauses militaires (préparation à la IIIe guerre mondiale), auxquelles sera soumis le peuple allemand.

Yalta, Potsdam... Ces souvenirs nous ramènent aux jours du Blitzkrieg à travers l'Allemagne, alors que chacun des deux grands Alliés fonçait à la rencontre de l'autre. Mais à cette époque, la règle du jeu était de ne pas négocier ; il était de ne reconnaître de fait ou de jure aucun gouvernement allemand, qu'il soit militaire, « démocratique » ou « révolutionnaire » ; le mot d'ordre était de n'admettre aucune discussion ni même aucune capitulation conditionnelle ni même aucune capitulation totale à l'un des alliés « aux dépens » de l'autre. Avec leur clairvoyance habituelle, les hommes d'Etat avaient décidé de ne pas poser le problème, qui, sous sa forme politique, s'énonce ainsi : « A qui l'Allemagne ? ». Ils avaient fixé un plan d'occupation militaire et c'est tout. De l'Allemagne, de IVe Reich ou de traité le concernant il n'était tout simplement plus question. Elle était « rayée de la carte » comme l'avait réclamé le chauvin anglais Mr. Vansittard (ancien convive d'Adolf Hitler).

*

Le grand argument de la guerre « jusqu'au bout », le sophisme pour lequel sont tombés encore quelque dix millions d'hommes après la défaite des puissances de l'Axe — c'était, l'on s'en souvient peut-être — le sophisme suivant : « Il ne faut pas permettre au vaincu de se rendre, mais il faut l'anéantir comme puissance ; il ne faut pas négocier avec lui, mais il faut le mettre hors d'état de dire un seul mot d'accord ou de protestation. Ainsi, le vaincu ne pourra pas nier un jour d'avoir été vaincu, ce qui nous forcerait à recommencer. »

Telle était, en ce qui concerne la question allemande, l'alpha et l'oméga de la sagesse déployée par ces génies surhumains qui se nommaient Roosevelt, Churchill et Staline. Ne croyant point au principe anarchiste de la libre disposition des individus par eux-mêmes, ni au principe national de la libre disposition des peuples par les gouvernements qu'ils sont censés s'être librement donnés, les trois Grands ne savaient pas comment décider du sort de la plus nombreuse et de la plus centrale des populations de l'Europe ; ils décidèrent donc de faire provisoirement comme si elle n'existait pas, et de s'en remettre, pour l'avenir, à la ruse ou à la force.

Si les bandits de grands chemins agissaient avec si peu de principes, ils s'égorgeraient à chaque partage de butin.

Aujourd'hui l'heure du partage est arrivée.

Et bien entendu, chacun réclame le butin tout entier.

*

Tout entier, par pur amour pour le « peuple allemand », bien entendu. Car la « vraie » mère du jugement de Salomon s'opposa à ce que l'enfant fut coupé en deux.

Cette mère du peuple allemand, c'est M. Molotov, c'est M. Marshall, arrêtant le cimeterre de Bidault avec ce cri touchant : « Non, pas de partage ! »

Car chacun veut pour soi toute la viande.

Peuple allemand, vois comme ils t'aiment ! Ils sont prêts à te tuer jusqu'au dernier homme plutôt que de renoncer à ton unité.

Et tes chefs — ceux que paye le dollar américain et ceux que presse et surveille le knout russe — sont d'accord sur ce principe et te répètent pour te préparer au sacrifice : « Unité ! unité !... » Souviens-toi : Ein Volk, ein Reich, ein Fuehrer.

Toi aussi, mon pauvre Michel, tu es pour l'unité. Mais avec qui, ou plutôt contre qui ?

De deux côtés, les armées politiques s'affrontent ; millions contre millions, frères contre frères et se menacent de ce cri terrible : Unité !

Parti unique, pensée unique, gouvernement unique et à un prix unique : le dernier souffle de la liberté.

Occasion unique de se massacrer entre frères allemands,

Occasion unique de se massacrer d'un bout à l'autre de la terre.

*

Car derrière la question du gouvernement unique de l'Allemagne se dresse la question du gouvernement unique de l'Europe ; et derrière celle-ci la question de l'Etat mondial unique.

Or, l'Etat mondial unique, cela veut dire : destruction de l'un des hémisphères de l'habitat terrestre au profit de l'autre, d'un côté la capitale du monde vivant et le désert absolu aux antipodes.

On ne sait pas comment tout cela finit, mais on sait comment cela commence : la guerre froide, le tapis vert de Londres et un jour les armées des candidats à l'Empire du monde marchent l'une contre l'autre et s'entr'exterminent.

« Eh bien, qu'elles le fassent et nous compterons les coups » pense quelquefois le Michel allemand (faut-il dire qu'il n'est pas le seul à faire ce raisonnement stupide ?).

— Mon pauvre Michel, allemand ou européen, que peux-tu espérer de ce nouveau carnage ? Ton cadavre sera leur champ de bataille, tes fils seront leurs mercenaires, ton pays ne s'en relèvera plus jamais.

— Peut-être qu'ils se tueront les uns par les autres et que de terre une troisième force jaillira qui sera pacifique et bienfaisante, disent les désespérés.

— La vie ne sort que de la vie. La Troisième force, si elle existe est cachée en chacun de nous. Elle est diverse et fraternelle. Elle ne parle pas d'unité mais admet et salue les diversités nécessaires à la vie.

L'unité, c'est la mort.

Vive la Fédération des vivants !

A. P.

P. S. — Au moment de mettre sous presse, on annonce que Marshall et Molotov créent chacun son gouvernement, l'un à Francfort, l'autre à Leipzig et que ce dead-heat, dans la course impérialiste sera homologué à Londres. Ce qui marquerait, en fin de compte, la fin et l'échec de la conférence.

Nos meetings

A WAGRAM

Salle ardente, où manquent cependant beaucoup de syndicalistes retenus par l'action en cours, les piquets ou les réunions.

Oriol, démontant le jeu impérialiste et les perspectives de guerre procède, dans un captivant exposé, à l'examen des positions de force des deux adversaires. Il conclut à la nécessité d'une solidarité des peuples contre leurs gouvernants.

Joyeux, délégué à la propagande, vient de prendre la parole dans de nombreuses [illegible].

En barrant la route au prolétariat dans la défense de ses salaires puis en essayant de le reprendre en main pour en faire l'instrument d'un chantage parlementaire et diplomatique, le P.C.F. s'est lancé dans une aventure où il se cassera les reins et dont l'échec mènera nécessairement à la réaction sous une forme de plus en plus virulente. A moins que le prolétariat ne réponde aux provocations de droite et de gauche par une action indépendante et nettement révolutionnaire.

Fontenis, enfin, dans une conclusion superbement charpentée, démontre le néant des espoirs que d'aucuns fondent sur une troisième faiblement attentiste et conservatrice. Il souligne les progrès accomplis par la F.A. sur le plan de la propagande et de l'organisation anarchiste, et définit la ligne de conduite du jeune et déjà puissant mouvement reconstitué en 1944 par une poignée de militants.

A LA ROCHELLE

« Réquisitoire contre de Gaulle », par Paul Lapeyre. La salle, contenant environ 1.000 auditeurs, est trop petite, et 500 personnes restent dans la rue, où un haut-parleur leur permet d'entendre l'argumentation serrée de l'orateur.

Provisoirement le succès du R.P.F. aux élections enlève de la virulence à ce mouvement en installant certains gaullistes dans de bonnes places. Mais il faut veiller et combattre ; la position des anarchistes est contre les deux blocs qui se partagent la France et le monde, et les solutions que nous apportons à la question économique et sociale sont les seules qui puissent nous sauver.

La salle, très vibrante, ne ménagea ni les applaudissements ni quelques coups de sifflet. Un contradicteur essaya de démontrer que le R.P.F., parti « démocrate », ne veut que le bien de la nation. Ceci, en quelques mots, le reste de l'intervention n'étant qu'une bordée d'injures à l'adresse du parti communiste. Il n'est pas étonnant que l'épithète « aventurier », appliquée à certains gaullistes ait excité ce contradicteur, car lui-même a été, en 1936, candidat S.F.I.O. à Marennes, puis délégué du Front National en 1945, avant d'être en 1947 délégué du R.P.F. Inutile de dire que la réponse de Lapeyre fut cinglante et vivement applaudie. En résumé, soirée réconfortante qui prouve qu'on ne fait pas appel vainement à l'esprit critique du peuple de ce pays.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers •• La terre aux paysans

La F.A. vous parle

L'origine des grèves actuelles

LES grèves actuelles ont, dans l'ensemble, un indéniable caractère politique.

Mais elles sont parfaitement justifiées par la montée incessante des prix, l'insuffisance des salaires et du ravitaillement.

La majorité stalinienne de la direction de la C. G. T. essaie de se servir des aspirations des travailleurs à des fins politiques pour appuyer Molotov à la Conférence des Quatre.

Par contre, les réformistes de « Force Ouvrière » et des pseudo-syndicalistes de la C.F.T.C. tentent d'enrayer le mouvement de grèves par les campagnes de presse du *Populaire* et de *L'Aube*, par leur attitude progouvernementale et la conduite antisyndicaliste des militants qui les suivent. S'ils sont contre le mouvement actuel, c'est uniquement par peur des staliniens et par lâcheté devant l'action directe du prolétariat. Ils favorisent ainsi la propagande stalinienne qui tente d'apparaître comme la seule qui se fasse en faveur des ouvriers.

Que fait Schuman ? Il s'appuie sur ces lâchetés, sur la veulerie complaisante des parlementaires S.F.I.O.. Il applique à la lettre une Constitution acceptée par tous les partis « de gauche », et qui reconnait le droit de grève « dans le cadre des lois ». Il fait donc voter de nouvelles *lois scélérates* interdisant en fait toute expression ouvrière.

Ce que nous proposons

A l'avant-garde du combat pour la défense du niveau de vie des travailleurs, la Fédération Anarchiste appelle la classe ouvrière à renforcer son action contre les deux blocs qui ne font que se servir d'elle.

La F. A. met en garde les travailleurs contre la politisation totale du mouvement et déclare que pour déjouer les manœuvres des politiciens staliniens, socialistes, démocrates-chrétiens, les objectifs à atteindre sont les suivants :

— Faire triompher les cahiers de revendications des Syndicats révolutionnaires.

— Donner aux grèves non seulement un caractère revendicatif, mais un caractère révolutionnaire en allant « autant que possible », vers la grève gestionnaire.

Il faut donc transformer et dépasser LES GRÈVES MOLOTOV.

Le véritable but

La F. A. rappelle que la libération totale des exploités ne peut être que le résultat dans la Révolution Sociale et que sur le plan de l'action ouvrière, *la grève générale expropriatrice*, sans aucun caractère politique, peut donner aux travailleurs la gestion de la production.

La F. A. met enfin les travailleurs en garde contre tout découragement devant les succès partiels ou contestables des grèves actuelles, mal engagées et conduites sans ensemble, sans enthousiasme, sans consentement populaire.

Elle appelle les travailleurs à soutenir son action et à organiser leurs luttes dans les syndicats révolutionnaires, de façon à faire sortir des grèves actuelles une renaissance ouvrière qui se fera dans la mesure où les partis politiques se seront discrédités.

LE COMITE NATIONAL.

INCORRIGIBLES

QUI l'aurait cru ? Les lauriers de « L'Humanité » troublent le sommeil des pisses-copie de la feuille « La Vérité ». Certes, dans le domaine de la calomnie, de la diffamation, du mensonge, il est difficile de faire mieux que le torchon stalinien. Rendons toutefois cette justice aux disciples du « boucher de Kronstadt » qu'ils s'essaient souvent avec bonheur à faire aussi bien, et que, dans leur dernier numéro, ils y ont parfaitement réussi.

Après avoir assimilé la C.N.T. aux jaunes de « Force Ouvrière » et de la C.F.T.C., le SOUDRAN de service met en cause notre dernier numéro du « Libertaire » dont la lecture serait, suivant sa phrase doucereusement jésuitique et rappelant les meilleures « productions staliniennes du genre », tristement édifiante.

Pour nous, la lecture de la « Pravda » française nous est apparue singulièrement réjouissante et instructive ; car si, dans deux articles de fond, nous retrouvons les mêmes calomnies nous pouvons constater par contre que, dans AUCUN DES FAITS DE GREVE rapporté par des correspondants en lutte dans les usines et publié par la « Vérité », il n'est question d'une prétendue collusion entre la C.N.T. et de « Force Ouvrière » ou de la C.F.T.C. Il doit y avoir là une « lacune » dans l' « appareil dirigeant » du parti. En tous cas, les correspondants en question risquent, lors du prochain « rapport », de savoir ce qu'il en coûte de ne pas être dans la « ligne ».

Mais, au fait, cette attaque ridicule contre la Centrale syndicale révolutionnaire n'aurait-elle pas comme origine l'expulsion par les militants de cette dernière des « politiciens bavards et prétentieux » qui encombraient les réunions de l'ancienne « Fédération syndicaliste ». Ces derniers ont fourni depuis une minorité dans la C.G.T. qui a pris le titre prétentieux de « Front Ouvrier » et dont personne, en dehors des intoxiqués de la « Contre-Vérité », n'a jamais entendu parler. Ceci explique peut-être cela!

Pour notre « Libertaire », la lecture comparée de leur journal avec le nôtre explique la hargne de ces gens-là. Lecture comparée que nous conseillons vivement aux lecteurs de la « Vérité ».

JOYEUX.

Nos revendications

La Section syndicale C.N.T. de l'Outillage R.B.V. présente, condensée dans cette motion, à charge pour sa centrale de la faire parvenir aux services compétents, les revendications suivantes :

1° Application immédiate des 40 heures, à tous les échelons.

2° Echelle mobile des salaires et traitements en fonction du coût de la vie et des biens de consommation courante, après revalorisation de ces salaires et traitements, et fixation des prix. En outre, il serait nécessaire de prévoir une marge de sécurité de 20 0/0 en plus au cours de cette revalorisation.

3° Suppression en tout ou en partie de l'impôt cédulaire.

4° Engagement d'une lutte efficace contre la hausse des prix par la constitution de coopératives gérées par les organisations syndicales, et mises à la disposition de celles-ci de locaux municipaux et d'emplacement sur les marchés publics pour vendre à prix coûtant.

5° Confiscation des fonds de commerce acquis par la spéculation sur la misère du peuple.

La Section syndicale mandate le Syndicat industriel des métaux de la C.N.T. pour poursuivre la lutte engagée avec toute l'ardeur nécessaire, afin de permettre à tous les travailleurs de vivre, eux et leur famille, une vie décente.

LA SECTION SYNDICALE C.N.T.

Lettre au percepteur

Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous faire savoir que notre maigre salaire d'ouvrier ne nous permet que de végéter misérablement au jour le jour.

Il nous est, en conséquence, totalement impossible de répondre à vos feuilles d'avertissement, concernant l'impôt général sur le revenu, autrement qu'en vous les retournant ; sans pouvoir d'ailleurs vous préciser, hélas, la date à laquelle nous serons en mesure de régulariser cette situation.

Regrettant de ne pouvoir faire mieux, nous vous demandons de bien vouloir en avertir vos chefs hiérarchiques et vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur, nos salutations distinguées.

Pour les destinataires des 236 avertissements reçus jusqu'à ce jour, ci-joints et par délégation :

E. BOURMEAU,
Secrétaire du Syndicat C. G. T. d'Indret.

Nouvelles de l'A.I.T.

ALLEMAGNE

Ceux de nos camarades allemands qui ont survécu à la catastrophe hitlérienne et à la guerre, développent une vaste activité en Allemagne occidentale pour continuer la lutte et étendre le travail qui, avant le nazisme, étaient réalisés par la F.A.U.D., section de l'A.I.T. en Allemagne.

Dans beaucoup de villes et de villages, les militants se sont réorganisés en formant des groupes qui au moyen de différentes initiatives libertaires, interviennent dans la propagande et les travaux pratiques du mouvement ouvrier du mouvement pacifiste et dans une série d'activités culturelles.

Les militants allemands viennent de faire un nouveau progrès par la constitution d'une nouvelle « Gilde Freiheitlicher Bucherfreunde », une Société des amis du livre libertaire, dont l'organisation a aussi été légalisée en Allemagne occidentale. Le premier volume diffusé par la Guilde sera l'ouvrage de Rudolf Rocker « Nationalisme et Culture », qui est publié par une maison privée à Hambourg: la Guilde se charge d'une partie de l'édition qu'elle reçoit à des conditions spéciales pour la distribution parmi ses membres, lesquels forment à présent une cinquantaine de groupes dans les localités ses zones occidentales. Au cas d'une amélioration de la situation économique, la Guilde aura la possibilité d'un travail d'éducation libertaire vaste et fertile au sein du peuple allemand.

ANGLETERRE

La F.A.G.B. tient actuellement son congrès. Le précédent a eu lieu il y a deux ans.

Cette organisation britannique adhérente à l'A.I.T., a dû lutter contre de grandes difficultés. A sa propagande on répondit longtemps par la consigne : Donnons d'abord une chance au gouvernement ouvrier ! Il était très difficile de vendre « Direct Action ». Cependant l'apathie populaire est en train de faire place à une attitude critique. On commence à comprendre que le Parti ouvrier est une organisation capitaliste qui a seulement la tâche d'introduire un système de contrôle par l'Etat. D'ailleurs la situation économique empire. Les meetings de la Fédération sont maintenant de nouveau bien suivis et les camarades comprennent la nécessité d'une organisation lors des grands mouvements de grève qui viendront.

AUTRICHE

Comme toutes les autres organisations ouvrières, le « Bund Herrschaftsloser Sozialisten » a été dissous par le fascisme des Heimwehren en 1934. Il y a un an, nos camarades présentèrent une demande de légalisation de l'organisation, mais la réponse positive fut retardée, de sorte que l'assemblée générale constitutive n'a pu être tenue que le 26 août dernier.

Quelques camarades ont fondé un groupe Kropotkine ensemble avec des militants de Gratz et Karnthen. Ils se proposent de diffuser les idées du syndicalisme libertaire d'accord avec les principes de l'Association Internationale des Travailleurs A.I.T. Depuis la guerre, toute une série d'organisations syndicales apolitiques, indépendantes des partis a été constituée en Autriche; mais elles acceptent l'idée d'une réforme de la société capitaliste. Nos amis autrichiens veulent la transformation de la société en communauté fédéraliste, anti-autoritaire et socialiste qui garantisse le bien-être pour tous.

Les militants autrichiens ont commencé à publier un bulletin mensuel d'information.

BULGARIE

Des informations très graves nous arrivent de Bulgarie. Nos camarades syndicalistes et anarchistes sont poursuivis par le gouvernement qui se trouve aux mains des « communistes ». Beaucoup de nos militants, et parmi eux les plus dévoués, se trouvent en danger de mort.

Nous nous adressons à tous les militants pour les inviter à la solidarité avec les camarades bulgares. Chaque heure qui passe peut coûter des torrents de sang anarchiste et syndicaliste en Bulgarie. Il serait lâche, il serait indigne de toute solidarité internationale et humaine de ne pas écouter la voix de nos camarades bulgares en danger. Nous devons informer l'opinion publique de ce que les « communistes » font en Russie et dans les pays occupés par cette puissance, ou qui se trouvent sous la « protection » de celle-ci. Il faut appeler les peuples à la lutte contre ces crimes par une campagne publique avec tous les moyens qui se trouvent à notre disposition. Nous recommandons cela à tous nos militants, et de cette façon notre activité portera des fruits.

CUBA

« Les organisations syndicales sont appelées à détrôner les parasites de la bureaucratie politique. En fortifiant nos positions économiques propres, nous affaiblissons les partis politiques qui causent la décadence sociale, et l'Etat, monopole de violence qui maintient le système capitaliste.

« La persistance avec laquelle les partis politiques combattent l'action directe et efficace des syndicats, les fonctions des coopératives et des collectifs, démontre l'importance et le rôle de ces organismes dans la lutte.

« Dans les organisations économiques des travailleurs, le capitalisme voit sa mort certaine de l'appareil d'Etat qui le maintient; il y voit sa propre disparition imminente, à cause de ses propres erreurs et de son propre égoïsme. »

Extrait de « Solidaridad », organe des syndicalistes révolutionnaires cubains.

Bureaucrates et Ouvriers

SOUS ce titre suggestif, Les Nouvelles Economiques, d'obédience stalinienne, publient deux graphiques destinés à soutenir l'actuel raidissement du P.C.F.

Le premier graphique traduit la courbe du pouvoir d'achat ouvrier. Sur la base 100 en octobre 1944, l'indice officiel des prix de détail s'établit à 430 ; l'indice du salaire d'un manœuvre de la région parisienne plafonne à 255 ; et l'indice du salaire réel est descendu du chiffre de base 100 au chiffre 59, soit une diminution de moitié du pouvoir d'achat en trois ans.

Cette diminution est confirmée par l'étude du deuxième graphique qui schématise la course-poursuite des indices officiels des salaires et des prix de détail ; pouvoir d'achat d'octobre 1947 ramené à 52 % de celui de 1938 (indice des salaires : 151 ; indices des prix : 1.268).

***

L'économiste stalinien incrimine pour les besoins de sa cause, tantôt les instructions « secrètes » de la Direction des Prix, en août 1945, tantôt les « queues de hausse » de 1946, tantôt la non-application des accords du Palais-Royal, et d'une manière générale, la politique économique menée depuis la « Libération ».

Il semble bon de rappeler que Croizat défendit le « blocage des salaires », tandis que le ministère de Marcel Paul accordait des hausses substantielles aux entreprises nationalisées aussi bien qu'au secteur privé — pour mieux nourrir la haute bureaucratie du néo-capitalisme parasitaire installé au pouvoir.

***

Si l'on revient au graphique, l'on constate que, lorsque la C.G.T. demanda la fixation du minimum vital à 7.000 fr. (pour 200 heures de travail, enterrant ainsi définitivement la semaine de 40 heures), l'indice des salaires était à 527, celui des prix à 858, soit un retard de 10 mois (chiffres d'octobre 1946).

Sous la direction stalinienne la C.G.T. fonctionna donc, non comme un organe de défense ouvrière, mais comme un instrument de caste de la bureaucratie néo-capitaliste.

Que la C.G.T. et le P.C.F. aient accepté d'appuyer l'expérience Blum prouve leur volonté de duper les masses ouvrières, en faisant fond sur leur désespoir de voir stabiliser leur pouvoir d'achat, et en installant sur les reins du travailleur la caste politicienne et ministérielle.

***

Comme il faut, sous le néocapitalisme, que moins de bras nourrissent plus de ventres et engraissent des culs-à-ronds-de-cuir supplémentaires, le mot d'ordre fut: « produire, produire ». Au lieu d'un salaire de base adéquat, on berne le travailleur par l'appât de primes.

Lorsque la C.G.T. réclama l'octroi de primes à la production, (7 fr. de l'heure), primes déjà acquises dans de nombreuses usines, par l'action directe, et la fixation d'un nouveau minimum vital à 8.000 fr., les salaires (indice 543) accusaient un retard d'un an sur les prix (indice 837 en avril 1947 contre 500 environ en mai 1946; à noter que le nouveau minimum prit effet au 1er juin, alors que l'indice avait encore « gagné » quelques points supplémentaires).

Ainsi les partis « ouvriers » et les dirigeants « confédérés » et « unitaires » de la C.G.T., selon l'aveu implicite de l'un des leurs, n'ont jamais réclamé le véritable minimum vital. Ils se sont contentés de travailler à la hiérarchie des salaires qui caractérise le système stalinien en Russie.

***

Pour rester simplement dans les conditions du capitalisme de 1938, le salaire devrait s'établir au coefficient 12.6 par rapport à un salaire moyen de 1938 ce qui donne comme équivalence 1947 16.000 fr. pour un salaire de base.

Le parti trotzkiste subordonne politiquement le minimum vital de 16.000 francs à un « Gouvernement ouvrier et paysan » ; mais nous demandons sincèrement à nos camarades réellement ouvriers du P.C.I. : « N'avez-vous pas assez goûté des violences physiques de bureaucrates staliniens et de la répression policière du P.S. ?

« Ne comprenez-vous pas qu'un « Gouvernement ouvrier et paysan », ce ne peut être que l'installation de comités de grève d'abord, de conseils d'usines, de quartiers, ensuite, qui prendraient leur propre sort entre leurs propres mains, et refuseraient de le confier à « un » parti, investi par lui-même de la « vérité » historique ?

***

A vous travailleurs, de décider qui doit subir les suites de la guerre : ceux qui l'ont subie, ou ceux qui l'on préparée et voulue.

S. V.

LES CONFLITS et leur remède scientifique

LE montant des rétributions payées aux travailleurs est, et de beaucoup, insuffisant pour leur permettre de s'acheter l'équivalent des produits de leur travail.

Comme — économiquement parlant — rien ne se perd et rien ne se crée, ce qui, par ruse ou violence, leur a été ravi, est passé quelque part.

Ce sont les parasites qui l'ont consommé, accaparé ou gaspillé.

Ces parasites sont, aujourd'hui, bien connus.

Ce sont tous ceux qui, sans en « fournir » l'équivalent, « reçoivent » quoi que ca soit, de qui que ce soit.

Les plus voraces sont :

1° L'Etat qui, sans en fournir l'équivalent à ceux qui les ont produits, prélève, en fruits de leur travail, l'équivalent de 600 milliards d'impôts au moins, plus les emprunts, plus — et c'est la cause unique de l'inflation — les milliards qu'il puise à la Banque de France soit en billets, soit pour s'acheter à l'étranger des machines à tuer et à détruire, en or.

2° Les patrons, parasites par tout ce qu'ils prélèvent en plus de la rétribution équitable du travail administratif qu'ils fournissent.

Ces patrons peuvent changer de nom, s'appeler, par exemple, « employés supérieurs », ou même « camarades »; ils restent des parasites dans la mesure où ils « reçoivent » sans « fournir » l'équivalent en travail utile.

L'action néfaste des parasites provoque des maladies graves, qui se manifestent par des plaintes, des cris de douleur, des révoltes légitimes, parmi lesquelles la grève.

Cette manifestation si grave du mal social qu'on appelle la guerre, est également causée par ces parasites lorsque, constitués en groupes, hostiles parce que jaloux, insatiables, ils disputent les produits du travail.

Supprimez l'enjeu « produits du travail volés aux travailleurs » et vous supprimez la guerre.

Supprimez l'Etat et le Patronat, et vous aurez l'abondance et la paix.

A. S.

Thorez et la fonction publique

Contre les fonctionnaires en grève fonctionne l'art. 80 de la loi du 19 octobre 1946, portant Statut général des fonctionnaires, présenté et défendu devant la Deuxième Constituante par M. Maurice Thorez. Textes principaux :

« Tout fonctionnaire coupable de sabotage caractérisé sera suspendu immédiatement, sans préjudice de la procédure normale de droit commun.

« Tout fonctionnaire supérieur, depuis le rang de sous-chef de bureau, ayant cessé le travail, sera également suspendu sans délai.

« Il sera interdit de tenir réunion syndicale dans les locaux des administrations.

« Sont également prévues des dispositions concernant non-paiement des jours de grève et une réduction de 50 % du traitement des fonctionnaires frappés de suspension, ainsi que l'évacuation des locaux administratifs occupés, afin de permettre de travailler aux éléments demeurés à leur poste. »

SERVICES PUBLICS ET SANTÉ

Nous ne sommes pas des girouettes

LES fonctionnaires désirent comprendre.

En raison des votes communiqués par la C.G.T., nous avons cru comprendre que sur 11 votants, 6 se sont prononcés contre la grève, 4 pour et 1 abstention (la police ménageant ses expressions. Or, par des manœuvres souterraines, la grève ainsi rejetée est quand même mise en application par ceux-là même qui criaient « discipline » et « unité ».

Nous ne nions pas la nécessité d'appuyer nos revendications par des actes, mais à la seule condition qu'ils soient conscients et réfléchis.

Je me demande quelle considération nous devons accorder à la C.G.T. s'opposant d'abord à tout mouvement malgré la base, puis la lançant dans l'aventure sans son aveu, au moment le moins favorable.

Il faut réellement que les imposteurs du syndicalisme n'aient plus la moindre pudeur pour venir à nouveau solliciter leurs membres, afin de tenter une nouvelle action, après la triste reprise que nous avons récemment connue.

La grève est une arme syndicale, et nous ne tolérerons plus son emploi à des fins de politique impérialiste russe. Nous ne sommes pas des girouettes dociles aux vents des politiques. Si nous admettons la nécessité d'entrer en conflit, c'est pour appuyer des revendications justifiées et en écartant tous les parasites qui chercheraient à en tirer profit.

L'heure est venue où les travailleurs doivent être éclairés. De son propre aveu, la C.G.T. n'est plus un organisme syndical. C'est le champ de bataille où deux tendances, masquant grossièrement deux partis prétendus ouvriers, se heurtent constamment au détriment des masses qu'elles avaient pour mission de défendre.

La majorité est entièrement soumise aux ordres du parti russe, et la minorité à ceux des socialistes pro-américains. Toute la C.G.T., déjà déchirée en deux, se trouve de ce fait en dehors du syndicalisme. C'est pourquoi nous ferons notre travail au dehors de cette centrale qui n'a plus d'intérêt pour nous.

On nous a assez bernés d'ordres et de vétos bureaucratiques. La trahison du Vél' d'Hiv' doit marquer un point d'arrêt.

Le dernier conflit avait été déclenché avec l'entier assentiment de la base ; les comités de grèves, formés en grande partie par les majoritaires, étaient donc investis d'un mandat officiel ; ils devaient s'en rapporter à la base pour décider de la reprise du travail. Ils n'ont rien apporté de positif et, par une manœuvre anti-démocratique, ont fait cesser une grève moyennant l'espoir de quelques promesses. Nous tenons le comité cégétiste pour responsable de cet échec, et nous leur contesterons tout droit, quant à la représentation des revendications ouvrières en cours.

Une fois de plus ils on fait valoir leurs intérêts partisans au détriment d'un idéal qui, aujourd'hui, leur fermera ses portes.

THUOT.

Provocation fasciste des Staliniens de Villeneuve-Saint-Georges

MERCREDI 27 novembre, à 9 heures, les Staliniens de la section cégétiste des ateliers de Villeneuve-Saint-Georges, organisaient une réunion dans l'enceinte des ateliers. Avec mon camarade Robert, secrétaire fédéral (C.N.T.), nous nous sommes rendus à Villeneuve. Un grand ténor cégétiste du parti stalinien de Tournemaine, réclama une augmentation hiérarchique de 20 %, augmentation qui donnerait 10.000 fr. de salaire mensuel au lampiste, et au moins 40.000 fr. à l'échelle 18.

Nous avions demandé la parole; les dirigeants staliniens du syndicat cégétiste de Villeneuve-Saint-Georges refusèrent de nous l'accorder.

Malgré tout, Robert parla; et ni les menaces, ni la tentative de violence d'un fanatique, n'empêchèrent notre camarade de contrer la meute de stalino-fascistes de Villeneuve-Saint-Georges.

La Fédération des travailleurs du rail (C.N.T.), a donc réussi à faire entendre sa voix.

Mais ce fut au milieu d'un tumulte prouvant la lâcheté et la veulerie d'individus, qui se disent les défenseurs des intérêts ouvriers, et ne sont capables de répondre aux arguments des véritables militants syndicalistes que par des ordures ou des coups.

Devant ces méthodes ressemblant étrangement à l'hitlérisme, nous demandons à nos camarades de ne pas participer aux comités de grève tant que la démocratie ouvrière ne sera pas respectée.

Et nous proclamons, comme notre regretté et vaillant camarade Vanzetti : « Aussi longtemps qu'un homme sera exploité ou opprimé par un autre, nous n'inclinerons pas le drapeau de la liberté ».

Raymond BEAULATON,
Secrétaire général de la Fédération des Travailleurs du Rail (C.N.T.).

Un conflit ouvrier en Roussillon

C'EST le 8 août dernier, qu'eut lieu, à la briquetterie Sainte-Marcelle le conflit qui suit entre les patrons Fites et Colomines et un ouvrier enfourneur, pour un mauvais éclairage qui ne réunissait pas les conditions nécessaires pour effectuer le travail.

Après maintes réclamations, faites par l'ouvrier aux patrons, vu le résultat négatif, et ces derniers, ayant, par comble de raillerie, mis à la place de l'ampoule ordinaire une lampe de cinq bougies, l'ouvrier décida de suspendre le travail.

Ce que voyant, ces messieurs les patrons, n'ont rien trouvé de mieux, que de tromper quelques malheureux Arabes, occupés dans l'établissement, pour qu'ils fassent le labeur en heures supplémentaires.

Apprenant ceci, l'ouvrier enfourneur se déplace à l'usine et parle aux Arabes, leur expliquant les raisons de son arrêt. Compréhensifs, les Arabes se refusent à travailler.

Les patrons, furieux de cet échec, et de l'entente ouvrière, font venir les gendarmes pour intimer aux Arabes l'ordre de reprendre, et pour punir ceux qui pourraient les en empêcher.

L'usine reste paralysée pendant huit jours. A la reprise, l'ouvrier enfourneur a la promesse que la lumière soit arrangée.

Mais les patrons ne peuvent digérer cet échec subi devant les ouvriers, et veulent montrer les dents.

Ils n'attendent pas longtemps et le 20 du même mois, ils mettent à la porte un ouvrier français (le seul qui travaille à l'usine) pour deux raisons :

1° Celui-ci se refuse à être le porte-voix des patrons ;

2° Il est accusé d'être l'avocat des Espagnols et celui de l'ouvrier enfourneur.

Le personnel de l'usine se déclare en grève pour l'obtention de la reprise du travail du camarade français.

C'est alors que le délégué départemental du bâtiment de la C. G. T. et le délégué du ministère du travail se déplacent sur les lieux.

Avant l'entrevue avec le patronat, ils s'entretiennent avec les ouvriers, leur donnant amplement raison, mais ils donnent à cette enquête une drôle de conclusion.

« Continuer la grève, mais permettre aux Arabes la reprise du travail pour le bien de la reconstruction du pays. »

Conséquences finales :

Arrêt du four par les patrons et licenciement du camarade français, de l'enfourneur et de quatre Espagnols qui prêtèrent solidarité à ces derniers.

« Grâce à l'appui de la C. G. T., le patronat... a été victorieux. »

Ouvriers, comprendrez-vous enfin que seul, le syndicalisme intégral pourra faire valoir les droits que doit avoir un homme qui porte ce nom au sens propre et non au sens figuré.

Non, la C. G. T., nous ne sommes pas des robots qui ne feront que ce que désire le patronat ; et tous, en rejoignant la *Confédération Nationale du Travail*, nous lutterons contre le capitalisme pour que vive enfin notre communauté sociale.

Un Correspondant roussillonnais.

F. A.

Fédération Anarchiste

145, Quai de Valmy, Paris, Xe.
Métro Gare de l'Est

Permanence tous les jours de 9 à 12 heures et de 14 à 19 heures, sauf le dimanche.

2e REGION

Assemblée générale et Conseil régional : (voir placard spécial).

Trésorerie régionale. — Le samedi 6 décembre de 16 heures à 19 heures, le trésorier régional sera à la disposition des trésoriers de groupe pour la mise à jour des cartes et timbres, au siège, 145, quai de Valmy.

Groupe de Paris des Jeunesses Anarchistes. — Réunion tous les lundis, à 21 h., même adresse.

Groupe artistique des Jeunesses Anarchistes. — Réunion tous les jeudis, à 20 h. 30, salle des « Deux Hémisphères » (1er étage), angle rue Château-d'Eau et faubourg Saint-Martin.

Paris-Ouest. — Réunion le vendredi 5 décembre à 20 h. 30, 79, avenue de Saint-Ouen, café « Le Balagny ».

Banlieue-Sud. — Réunion le dimanche 7 décembre, salle Collot, 54, Grande-Rue, Bourg-la-Reine.

Paris 5e et 6e. — Réunion de sympathisants, le vendredi 5 décembre, à 20 h. 45, salle des Grandes Commissions, Palais de la Mutualité. « Les Anarchistes devant les évènements actuels ».

Paris 11e-12e. — Réunion tous les jeudis à 20 h. 15, au café, 170, rue du faubourg Saint-Antoine. (Métro : Faidherbe-Chaligny).

Paris-13e. — Ecrire : Griveau Jean, 6, impasse Prévost, Gobelins 70-72. Le groupe donne réunions et conférences sympathisants.

Paris-13e. — Réunion du groupe, lieu habituel le jeudi 4 décembre à 20 h. 45.

Argenteuil. — Réunion le samedi 6 décembre, 42, rue de Paradis. Débat sur la précédente conférence. Sympathisants invités. Tous les samedis, salle de la Pensée humaine, réunion du groupe.

Bougival. — Les camarades de Bougival, Croissy, La Celle-St-Cloud, Louveciennes peuvent s'adresser à Carde Roger, 5, quai Boissy-d'Anglas, Bougival, tous les jours de 18 h. à 20 heures.

Colombes. — Réunion tous les samedis à 21 heures. Appel est fait aux militants et sympathisants.

Levallois. — Réunion le dimanche 7 décembre, 8 h. 30 matin, Café Girono, angle rue Trébois et rue Louis-Rouguier. Sympathisants invités.

Livry-Gargan : Les militants et sympathisants isolés des localités suivantes : Raincy, Montfermeil, Vert-Galant, Sevran, Villeparisis, sont invités à la réunion qui se tiendra le dimanche 30 novembre à 9 h. 30, chez « Cuvillier », 73, bd de la République (près de la gare de Gargan). Une causerie sera faite.

Montreuil-Bagnolet. — Réunion les mercredis, 20 h. 30, Café du Grand-Cerf, 1er étage, 171, rue de Paris, Montreuil.

Saint-Ouen. — Groupe information, s'adresser au « Lib' ».

Versailles. — Réunion dimanche 7 décembre, à 9 heures 30, café « Chez Hélène », 22, rue Montbauron.

Vincennes. — Le groupe est constitué. Militants isolés, sympathisants, lecteurs du « Lib » sont priés d'écrire au « Libertaire » qui transmettra.

4e REGION

Alençon. — Réunions régulières des « Amis du Libertaire », les premier et troisième dimanches de chaque mois, de 10 à 12 heures. Ouvertes à tous en particulier aux sympathisants. Bibliothèque, libre discussion. Réunion d'ouverture le 7 décembre. Renseignements : Duval, 109, rue des Tisons.

8e REGION

St-Etienne. — Réunion chaque jeudi, à 20 h., 5, rue de la Barre. Pressant appel à tous. Travail urgent. Présence indispensable.

12e REGION

Berre-l'Etang-Reynac. — Formation du groupe anarchiste. S'adresser : Louis Rey, rue Camille-Desmoulins.

Nice. — Le groupe organise une série de causeries les 14-28 novembre, le 12 décembre, à 20 h. 30. 45, bd J.-Jaurès, café de l'Univers.

Thème : « L'anarchie dans l'Ordre social », permanence les vendredis, 21 h., au bar Dédé.

13e REGION

Alger et ses environs. — Les adhérents du Groupe sont informés que les assemblées ont lieu le 2e dimanche de chaque mois à 9 h. 30 à la Brasserie « La Cigogne » (arrêt Nelson) Alger.

REUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

Fédération Anarchiste

2e REGION

ASSEMBLEE GENERALE
et
CONSEIL REGIONAL

Dimanche 7 Décembre, à 14 heures
salle des Grandes Commissions, à la Mutualité

Vu l'importance de l'ordre du jour et la gravité de la situation, présence indispensable de tous les militants.

PARIS-5e — PARIS-13e
MEETING

le Jeudi 11 Décembre, à 20 h. 45, au Bal des Fleurs, 58, boulevard de l'Hôpital (Métro : Saint-Marcel)

sur :

L'impossibilité des gouvernements à résoudre la crise actuelle
L'économie fédéraliste anarchiste, seule capable d'assurer l'équilibre social dans le respect de la liberté individuelle

ORATEURS :

FONTAINE, Secrétaire général de la F.A.
A. VIGNÉ, de la 2e Région de la F.A.

- PARIS, 19e, Chope du Combat, place du Colonel-Fabien.

Le vendredi 5 décembre, à 21 heures

« La Fédération Anarchiste est-elle un parti politique ? »

- BOULOGNE-BILLANCOURT, grande salle de l'Ancienne Justice de Paix, 85, bd Jean-Jaurès (Métro: Marcel-Sembat) :

le jeudi 11 décembre, à 20 h. 45
Louis LOUVET

« Paix, Guerre ou Révolution »

- PUTEAUX, salle du Pointage, à la Mairie (Autobus: Pont-de-Neuilly (descendre à la mairie) :

le samedi 6 décembre, à 20 h. 30
Louis LOUVET

« Paix, Guerre ou Révolution »

CERCLE DES ETUDIANTS

Mercredi 10 Décembre, à 20 h. 30, Sociétés Savantes, rue Danton, salle E. : « Les Anarchistes, ce qu'ils sont, ce qu'ils veulent », par André Prunier.

FÊTE de la C.N.T.

C'est le Samedi 20 Décembre, à 20 h. 30, salle Susset, 206, quai Valmy (Métro Jaurès), que la 2e U.R. de la C.N.T. organise une soirée artistique suivie d'un bal de nuit.

DE BONS ARTISTES — UN BON ORCHESTRE

Entre le spectacle et la danse, tirage de la tombola, avec de nombreux lots, dont un vélo, un appareil photo, etc...

Salle chauffée. Prix du billet : 10 francs.

6 billets donnent droit à assister, soit à la soirée artistique, soit au bal; 10 billets donnent droit aux deux entrées.

Billets en vente au siège de la C.N.T., 39, rue de la Tour-d'Auvergne, et au « Libertaire », 145, quai de Valmy.

C. N. T.

Confédération Nationale du Travail

39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris, 9e
Métro : Anvers ou Pigalle.
Permanence tous les jours de 9 à 12 heures et de 14 h. 30 à 19 h 30

PERMANENCES SYNDICALES
2e REGION

Syndicat Unifié du Bâtiment. — Pendant toute la durée du conflit, le Comité de grève du S.U.B. se tient continuellement en permanence, de 9 heures du matin à 19 heures, 39, rue de la Tour-d'Auvergne.

Renseignements adhésions, cotisations.

Des tracts sont à la disposition des camarade.

Industries et métiers d'art. — Tous les vendredis, de 17 h. 30 à 19 h.

Cheminots — Tous les mercredis, de 18 à 19 h.

Métaux. — Tous les jours, de 18 à 19 h. 30.

Livre-Papier-Carton. — Tous les lundis, de 15 à 18 h. et samedis de 15 à 17 h.

Toutes ces permanences sont tenues : 39, rue de la Tour-d'Auvergne.

Bois-Ameublement. — Tous les mercredis, à 18 h. 30 Salle Boissonnière, 170, Fg Saint-Antoine.

Métaux. — Assemblée générale dimanche 14 décembre, à 9 heures salle des Fêtes, 47, rue de la Victoire, Paris-9e (métro : Le Peletier et Chaussée-d'Antin).

COMITES INTERSYNDICAUX ET UNIONS LOCALES

Antony. — Permanence les 2e et 4e dimanches, 10 h., au « Grand Bar Terminus », 56, avenue de la Division-Leclerc (ancien « Lapin Sauté »).

Argenteuil. — 2e et 4e dimanches, de 10 à 12 h., 42, rue de Paradis.

Asnières. — Tous les mardis, de 18 h. 30 à 20 h., « Les Bluets », 37, bd Voltaire.

Aulnay-s-Bois. — Tous les dimanches, de 9 à 12 h. au « Petit Cyrano », place de la Gare.

Billancourt. — Section Renault, deux permanences fonctionnent les lundis, mercredis et vendredis, 160, rue de Silly et 60, route de Vaugirard.

Charenton. — 2e et 4e dimanches, place Arthur-Dussaud, face à l'horloge.

Croissy-Chatou. — Réunion le 1er dimanche du mois à 9 h. 30 au local, Hôtel des Nations, 37, bd de la Mairie, à Croissy. Permanence : même lieu, tous les dimanches de 10 à 12 h.

Goussainville. — 2e et dernier dimanches, de 10 à 12 h. Hôtel de France.

Kremlin-Bicêtre. — S'adresser à Marcastel, 70, rue du Kremlin.

Melun. — L'Union locale est en voie de constitution. Camarades écœurés par les trahisons successives de la C.G.T., ralliez nos rangs ! Pour prendre contact, écrire au siège : 39, rue de la Tour-d'Auvergne.

Nanterre. — Permanence 1er dimanche du mois, de 10 à 12 h., Café « Roland », avenue de Rueil.

Poissy. — Permanence tous les jours. Heutte René, Bar du « Cheval Rouge », rue de Paris.

Suresnes — Tous les mardis, de 18 à 19 h., au « Panier Fleuri », 35, quai Gallieni.

Versailles. — Les 2e et 4e dimanches, de 10 à 12 h., Café, 23, rue Montbauron.

Villejuif. — Tous les dimanches, de 10 à 12 h., « Café des Sports », route de Fontainebleau, terminus du 185.

13e UNION REGIONALE

Marcq-en-Barœul — Permanence les 1er et 4e samedis après-midi, ou tous les jours de 18 à 20 h., rue Fouquet-Lelong, 19.

17e UNION REGIONALE

St-Etienne. — 24, rue Rouget-de-l'Isle, 1er étage, droite. Permanences régulièrement assurées le samedi de 17 à 20 h. et le dimanche matin à 10 h.

Syndicat unique des Métaux de Lyon. — 60, rue de Saint-Jean. Réunion de tous les délégués dimanche 30 novembre, à 9 h. 30, au siège. Présence indispensable.

19e UNION REGIONALE

Cannes. — Permanence assurée à 18 h. 30 les 1er et 3e mercredis de chaque mois, 38, rue de Mimont, arrière-salle des Mutilés.

Marseille. — Permanence tous les mercredis de 18 à 20 h. Tous les dimanches, de 10 à 12 h. Renseignements, cotisations, adhésions, bibliothèque au siège de la C.N.T. 18, Cours Joseph-Thierry.

Nice. — Syndicat des Employés du Commerce et de l'Industrie de Nice et région. — Pour adhésions, cotisations, renseignements, voir Pallanca Antoine, 9, rue du Patronage-St-Roch, Nice.

Le Gérant : M. JOYEUX

Impr. Centr. du Croissant, 19, r. du Croissant, Paris-2e